



Kampala, Monrovia, Nairobi

1^{er} Mars 2018

A : Tous les investisseurs actuels ou potentiels de Bridge International Academies

Objet : Lettre publique aux investisseurs actuels ou potentiels dans Bridge International Academies.

Cher investisseur ou agence donatrice,

Nous, le groupe soussigné de 88 organisations, écrivons pour partager avec vous le nombre important de preuves indépendantes qui soulèvent de sérieuses inquiétudes concernant les pratiques d'entreprise et l'impact de Bridge International Academies (BIA), une société d'écoles commerciales dans laquelle vous êtes actuellement investi, ou dans laquelle vous envisagez peut-être un investissement.

Nous comprenons que les investisseurs dans BIA, aussi bien les institutions publiques que les organisations privées et les particuliers, ont contribué financièrement à cette entreprise en raison de leur désir de soutenir et d'explorer un nouveau modèle permettant d'élargir l'accès à l'éducation en Afrique et dans d'autres régions. Nous apprécions cette intention de contribuer à l'amélioration de l'éducation dans les pays en développement, une priorité urgente que nous partageons.

Cependant, un ensemble de preuves solides, indépendantes et croissantes soulève de sérieuses inquiétudes concernant les pratiques d'entreprise de BIA et l'impact de leurs opérations, et démontre que l'entreprise ne contribue ni à une rupture positive ni à atteindre les objectifs mondiaux d'éducation. Ces préoccupations ont été documentées dans une déclaration signée par 174 organisations de la société civile de 50 pays en août, annexée pour votre référence. En particulier, nous attirons votre attention sur **une série de pratiques préoccupantes et de risques juridiques et de réputation associés pour les investisseurs, notamment le manque de transparence, les mauvaises conditions de travail et le non-respect de l'État de droit dans les pays hôtes.** La déclaration ci-jointe démontre entre autres :

- L'échec de BIA à répondre aux demandes du Ministère de l'éducation ougandais de respecter ses normes juridiques et éducatives, conduisant à une décision de la Haute Cour de l'Ouganda de confirmer l'ordre du Ministère de fermer toutes les 63 écoles de BIA en Ouganda. Après 18 mois de dialogue avec l'entreprise, le Gouvernement ougandais a décidé le 6 février 2018 de ne pas autoriser l'ouverture de BIA pour

l'année académique 2018, en raison du non-respect des normes de « sécurité et sûreté des élèves », des exigences pour l'octroi de licences, et de la soumission complète de la documentation pour l'octroi de licences ;¹

- L'échec de BIA concernant le respect des demandes du Ministère de l'éducation du Kenya d'enregistrer ses écoles, l'utilisation de programmes non-approuvés, le non-respect des normes de certification des enseignants et d'autres violations ayant menées à une fermeture ordonnée par tribunal des écoles Bridge dans la commune de Busia, dans l'ouest du Kenya, et de nombreuses autres affaires judiciaires ;
- La complicité de l'entreprise dans l'arrestation et la détention sans preuves d'un chercheur indépendant de l'Université d'Alberta, Canada, en Ouganda ;
- L'action en justice entreprise par la société contre le Syndicat National des Enseignants du Kenya ayant entraînée une interdiction du syndicat de mentionner publiquement BIA en attendant le procès. L'action en justice était pour des allégations de diffamation, après que le syndicat eut publié une étude soulevant des préoccupations légitimes concernant BIA. L'interdiction faite au syndicat a finalement été levée le 20 février ;²
- Les mauvaises conditions de travail, en particulier pour les enseignants, qui sont payés en dessous du salaire de subsistance (environ 100 USD par mois) pour 60 heures ou plus de travail par semaine ; l'imposition d'obligations contractuelles telles que des clauses de non-concurrence à long terme.

Aucun résultat d'apprentissage amélioré ne peut justifier ces pratiques. Cependant, les preuves suggèrent que les écoles BIA ne fournissent pas une éducation de qualité décente. Des rapports récents ont remis en question les affirmations de BIA concernant l'amélioration des résultats aux examens. Le New York Times a rapporté par exemple qu'en préparation aux examens nationaux du Kenya, les enseignants ont affirmé que BIA a demandé à certains élèves de redoubler une année, tandis que « le reste a été emmené suivre des cours supplémentaires de bachotage en internat et préparé pour le test par des enseignants venus des États-Unis ». ³ D'autres tactiques, telle que la sélection directe ou indirecte, pourraient également avoir une incidence sur les résultats. ⁴ La récente évaluation indépendante d'un programme pilote de partenariat public-privé au Libéria, qui inclut des Académies Bridge, indique que BIA a dépensé plus de 13 fois les dépenses gouvernementales par élève et a refoulé certains enfants des écoles pour réduire les ratios élève-enseignant, afin d'atteindre des résultats d'apprentissage améliorés artificiels, bien que n'atteignant toujours que de faibles résultats en termes absolus. ⁵

Les données suggèrent en outre que les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés ne sont pas du tout en mesure d'accéder aux écoles Bridge en raison du coût élevé par rapport au revenu familial, qui a été calculé comme étant en réalité significativement supérieur à ce que prétend BIA. ⁶ Cela signifie que Bridge ne tient pas sa promesse d'atteindre les familles vivant avec moins de 2 USD par jour, manque à son ambition d'offrir une éducation « rentable » et menace d'aggraver les inégalités économiques et sociales et la ségrégation. Nous remettons en cause un tel modèle qui cherche à tirer profit

¹ Déclaration du Gouvernement de l'Ouganda : <http://bit.ly/2FSjb8q> et <http://bit.ly/2BHvVfE>, et analyse de la société civile <http://bit.ly/2BLNjL2>.

² See <http://bit.ly/2GxEyfm>.

³ Voir <http://nyti.ms/2sUjZpm>.

⁴ Ainsi que détaillé dans la déclaration jointe.

⁵ L'évaluation est disponible à : <https://www.cgdev.org/publication/can-public-private-partnership-improve-liberias-schools>. Voir analyse dans Steven J. Klees, "Liberia's Experiment with Privatizing Education", Working Paper 235, National Center for the Study of Privatization in Education, Teachers College, Columbia University (26 October 2017), disponible à <http://ncspe.tc.columbia.edu/working-papers/WP235.pdf>.

⁶ Ainsi que détaillé dans la déclaration jointe.

des aspirations des parents pauvres, qui sacrifient d'autres besoins de base pour payer des frais pour une éducation de qualité incertaine.

Les déclarations récentes de plusieurs organes de droits de l'Homme régionaux et des Nations Unies – y compris un rapport publié en novembre par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples concernant directement les préoccupations relatives à BIA⁷ – ont soulevé des problèmes sérieux concernant l'expansion non réglementée de modèles d'écoles tels que Bridge International Academies, confirmant l'analyse ci-dessus. En avril, et de nouveau en novembre,⁸ le Comité de Développement International du Parlement Britannique a exprimé des préoccupations spécifiques relatives à la qualité de l'éducation, les relations avec les gouvernements, le non-respect des réglementations gouvernementales et le coût élevé des frais de scolarité de BIA.

A la lumière de ces nombreux éléments factuels, les organisations soussignées vous **recommandent vivement de sortir au plus vite de votre investissement dans Bridge**. Nous vous demandons de vous **acquitter pleinement de vos obligations et responsabilités légales en matière de diligence raisonnable** en ne faisant plus aucun engagement financier envers les écoles Bridge, et en utilisant tout droit de suspension ou de terminaison possible afin d'annuler tout versement planifié et de vous retirer de vos investissements existants dans Bridge International Academies, là où c'est contractuellement possible.

Sept mois après la publication de la déclaration annexée, nous serions heureux d'avoir l'opportunité d'une réunion avec vous le plus tôt possible afin de discuter de cette question et vous présenter les témoignages de diverses sources indépendantes, y compris des journalistes, des gouvernements, d'anciens employés de BIA, d'experts indépendants, et la société civile.

Respectueusement,

Annexe. Vous trouverez l'extrait de preuve ici : <http://bit.ly/biainvestorsfr>.

Signé par

Organisation	Region
1. ActionAid International	International
2. ActionAid Liberia	Liberia
3. Aide et Action	France
4. All for Education!' National Civil Society Coalition	Mongolia
5. Alliance of Government Workers in the Water Sector	Philippines
6. American Federation of Teachers	United States of America
7. Africa Network Campaign on Education For All (ANCEFA)	International
8. Antarctic	Democratic Republic of the Congo

⁷ Voir http://www.achpr.org/files/sessions/19th-eo/conc-obs/8th-11th-2008-2014/kenya_concluding_observations_8th_to_11th_periodic_report_.pdf, paras. 37 and 53.

⁸ Voir <https://dfidnews.blog.gov.uk/2017/11/21/idc-report-on-dfids-education-work/> et analyse dans <http://globalinitiative-escri.org/new-uk-parliament-report-finds-bridges-model-problematic-and-raises-questions-about-uk-funding/>.

9. Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE)	International
10. Asociación Latinoamericana de Educación y Comunicación Popular	International
11. Association Camerounaise pour la Défense des Droits de l'Homme des Libertés et du Bien être (ACADEHLIB)	International
12. Association Française Pour un Enseignement Ambitieux et Humaniste (AFPEAH)	France
13. Brazilian Campaign for the Right to Education	Brazil
14. Bretton Woods Project	International
15. Cameroon Education For All Network	Cameroun
16. Campaign for Popular Education (CAMPE)	Bangladesh
17. Campaña Argentina por el Derecho a la Educación (CADE)	Argentina
18. Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE)	International
19. Campaña Peruana por el Derecho a la Educación	Peru
20. Center of African Studies of the University of Porto	International
21. CEPO/KASAI CENTRAL	Democratic Republic of the Congo
22. CEPO-ONG	Democratic Republic of the Congo
23. Child Rights International Network (CRIN)	International
24. Cipe Consultores	Honduras
25. Civil society Action Coalition on Education for All (CSACEFA)	Nigeria
26. Coalicion Colombiana por el Derecho a la Educacion	Colombia
27. Coalition des Organisations Mauritanienes pour L'éducation (COMEDUC)	Mauritania
28. Coalition Éducation	France
29. Coalition for Transparency and Accountability in Education (COTAE)	Liberia
30. Construisons Ensemble le Monde	Democratic Republic of the Congo
31. Corner House	United Kingdom
32. CSC-Enseignement	Belgium
33. DCI-Tunisia	Tunisia
34. Defence for Children international - Ghana	Ghana
35. Défense des Enfants International - Belgique	Belgium
36. Economic & Social Rights Centre-Hakijamii	Kenya
37. Equal Education	South Africa
38. Equal Education Law Centre	South Africa
39. FECASE	Cameroun
40. Fédération Générale de L'enseignement de Base (FGEB)	Tunisia
41. FERGET ASBL	Democratic Republic of the Congo
42. Ficemea	International
43. Foundation For Environmental Rights, Advocacy & Development (FENRAD-NIGERIA)	Nigeria
44. FP CGIL	Italy

45. Fundación Manatí para el Fomento de la Ciudadanía A.C.	Mexico
46. Ghana National Education Campaign Coalition	Ghana
47. Global Campaign for Education	International
48. Global Campaign for Education-US	United States
49. Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR)	International
50. Global Justice Now	United Kingdom
51. Global Peace and Development Organization	Liberia
52. Human Dignity	International
53. Initiative for Social and Economic Rights (ISER)	Uganda
54. Jeunes et Femmes pour les Droits De l'Homme et la Paix (J.F.D.HO.P)	International
55. Jeunesse et Emplois Verts pour une Economie Verte (ONG JEVEV)	Benin
56. Labour, Health and Human Rights Development Centre	International
57. Les Anges du Ciel	Democratic Republic of the Congo
58. Mouvement Anfass Démocratique	Morocco
59. National Campaign For Education Nepal	Nepal
60. National Coalition for Education (NCE)	India
61. National Network for Education Reform (NNER)	Myanmar
62. Natural Resources Alliance of Kenya (KeNRA)	Kenya
63. Network for Public Education	United States
64. Northern Territories Federation of Labour	Canada
65. OBESSU - Organising Bureau of European Schools Student Unions	International
66. Organisation Démocratique du Travail	Morocco
67. Oxfam International	International
68. Pakistan Coalition for Education	Pakistan
69. Program on Human Rights and the Global Economy	United States of America
70. Programa de Comunicación y Educación (CEA-FCS-UNC)	Argentina
71. Public Services International	International
72. Red de Educación Popular entre Mujeres de América Latina y el Caribe Repem	International
73. Rede Lusófona pelo Direito à Educação (ReLus) - The Lusophone Network for the Right to Education	International
74. RESDEN	Niger
75. Réseau Ivoirien Pour La Promotion De L'education Pour Tous	Côte d'Ivoire
76. RESULTS	International
77. Right to Education Forum	India
78. Right to Education Initiative	International
79. Sikshasandhan	India
80. SNEN	Niger
81. Society for International Development (SID)	International
82. Solidarité Laïque	France
83. Spanish Coalition Global Campaign for Education	Spain

- | | |
|---|----------------|
| 84. Syndicat National Autonome de l'Enseignement Secondaire (SNAES) | Cameroon |
| 85. Syndicat National de L'enseignement Secondaire (SNES) | Mauritania |
| 86. Syndicat National des Agents de la Formation et de l'Education du Niger | Niger |
| 87. The East African Centre for Human Rights (EACHRights) | Kenya |
| 88. UNISON - The Public Service Union | United Kingdom |